

THÉORIE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE LA FORMATION DES ZONES ARRIÉRÉES*

Par Le Prof. HUGO PAPPI
Recteur de l'Université de Rome

Le problème du développement économique est extrêmement vaste. On pourrait même dire qu'il est indéterminé. C'est pourquoi j'essayerai d'en examiner seulement certains aspects: surtout dans l'esprit d'ouvrir une discussion.

Lorsque l'on se propose l'étude d'un problème, il faut distinguer entre partie d'information — de faits ainsi que de théories — et recherche proprement dite: recherche de rapports nécessaires entre phénomènes: recherches d'uniformités.

Je ne m'arrêterai tout d'abord que sur deux points de cette recherche. Quels sont les éléments qui déterminent le développement économique d'un pays et de la collectivité internationale? Quels sont ces éléments qui — malgré le développement de certaines pays — déterminent l'existence et la persistance de zones arriérées? Ces questions nous ont inspirées par la conviction que seul un diagnostic approprié permettra de déceler les remèdes à tenter par l'effort de tous les pays.

1. Lois des proportions définies et «complémentarité typique» des facteurs de la production.—Pour que ce diagnostic soit approprié il semble bon de partir de notions élémentaires. Le développement de l'activité productive et du revenu réel d'un pays dépend de la combinaison des facteurs de production. Il est vrai: dans le domaine des phénomènes économiques, il n'y a pas une «loi des proportions définies» entre facteurs de production — une loi en vertu de laquelle, analogiquement à ce qui arrive pour les phénomènes de la chimie, la quantité de chaque facteur en excès par rapport à la meilleure combinaison avec les autres reste libre; et la quantité de chaque facteur inférieure à celle requise finit par conditionner l'ampleur même de la combinaison. Non. Dans l'activité de production interviennent de nom-

* Conférence à l'Université d'Athènes (12 Avril 1956).

breux autres éléments.— par ex., le degré plus ou moins élevé d'habileté, de rendement, de productivité de ceux qui y prennent part : ouvriers et entrepreneurs; le milieu plus ou moins favorable dans lequel se déroule cette activité. Éléments qui ne permettent jamais d'admettre l'existence de rapports rigides entre facteurs.

Cependant, ces facteurs restent toujours de biens typiquement complémentaires : tels, c'est-à-dire, que le manque ou l'offre réduite de l'un ou de l'autre rendrait impossible un résultat productif. Or cette caractéristique de complémentarité — bien que susceptible d'une certaine élasticité — établit entre eux des rapports qu'on ne saurait négliger, sans que n'en soit compris le résultat productif. Nous avons donc, d'une part, le maximum de rigidité de ces rapports : une loi de proportions définies, le cas où elle pouvait se vérifier; une loi éventuellement liée à la combinaison la plus efficace des facteurs productifs. D'autre part, une certaine élasticité dans les rapports entre facteurs jusqu'au point au delà duquel la notion même de complémentarité viendrait s'évanouir. Quand on se rapproche de cette limite, l'aggravation du coût de production est considérable. Et quand on dépasse cette limite, l'activité de production devient non seulement très coûteuse, mais presque impossible.

Ce sont là des notions très simples, comme vous le voyez.

2. Revenu total et revenu «pro-capite»—Or le revenu réel d'un pays se présente en fonction du degré de respect de la complémentarité entre facteurs. Et, avec une évidence plus marquée, le revenu «pro-capite» — la quote-part du revenu total — dépend du développement de la population. Développement qui peut être suivi par une augmentation proportionnelle des autres facteurs; ou qui peut avoir lieu indépendamment d'autres facteurs. Le revenu «pro-capite». — et pendant le niveau de vie au moins de certaines classes ses populations devient croissant, lorsque se réalisent les conditions indispensables pour un essor vigoureux de l'activité productive. Par ex., disponibilité d'épargne que l'on est disposé à investir dans tout emploi raisonnable; abondance de tous les facteurs par rapport aux exigences des combinaisons les plus économiques; rendement marginal élevé de chacun des facteurs, parce que les forces de travail sont qualifiées; et fécondes les terres, naturellement pu par le travail de l'homme; et profitable l'emploi de machines; et avantageux les procédés de production; et habile la direction de ceux qui organisent l'entreprise. Dans ces conditions — ainsi qu'il s'est avéré au XIX siècle — la collectivité développe ses activités productives plus rapidement que ne se développe la population. Et celle-ci peut croître sans qu'en soit diminuée la quote-part du revenu par habitant.

Le revenu «procapite» peut se dire, constant, lorsque la production et la population varient dans la même mesure, soit dans le sens de l'augmentation, soit dans le sens de la diminution. Le revenu «procapite» peut se dire décroissant, lorsque l'activité productive — et, en définitive, le revenu réel d'une collectivité — augmente en même temps que la population, mais en moindre mesure que celle-ci; ou bien diminue en même temps que la population, mais en plus grande mesure que celle-ci. *Ceteris paribus*, dans ces deux cas — quote-part croissante, ou décroissante — une collectivité ne peut s'attendre ni à un mouvement d'expansion de son économie; ni, moins encore, à une résorption des forces de travail sans emploi. C'est toujours la «complémentarité» des facteurs qui l'empêche.

3. Les individus et les gouvernements sont responsables de la mesure de l'augmentation ou diminution de la production et de la population.—Sont responsables, en grande partie, les individus. Des variations des facteurs de production et du revenu «pro-capite». Ils sont responsables en ce qui concerne la production. Ils sont responsables en ce qui concerne la destination de leur revenu à la consommation, plutôt qu'à l'épargne.

Il est possible que les individus veuillent destiner une partie considérable de leur revenu à la consommation et une petite partie à l'épargne, parce que leur revenu est tellement bas, qu'il ne leur permet que de satisfaire les besoins les plus urgents. Alors l'épargne et la capitalisation sont insuffisantes.

Mais il est aussi possible que les individus veuillent destiner une partie considérable, de leur revenu à la consommation et une petite partie à l'épargne, parce qu'ils préfèrent à l'abstinence — ayant comme résultat l'épargne, qui ensuite irait à la production — des achats pour satisfaire des goûts raffinés, des habitudes de luxe. Dans ce cas aussi, épargne et capitalisation seront insuffisantes.

A longue échéance, les excès de la consommation de la part de nombreux consommateurs se révèlent incompatible avec le maintien de revenus élevés. Dans la considération implicite d'un marché fermé, les classiques avaient bien mis en évidence que «demande de produits n'est pas demande de travail», et que, par conséquent, une demande de produits de luxe n'a pas toujours comme conséquence une plus grande occupation de forces de travail⁽¹⁾. La demande de produits tend plutôt

1. Pour que d'autres travailleurs puissent être employés en sus de ceux qui sont déjà occupés, il faut que les épargnants renoncent à d'autres parties de leurs consom-

à détourner des forces de travaux des activités, où elles sont occupées, aux activités sur lesquelles se dirige la plus forte demande, toutes les fois que, à la rencontre de celle-ci, ne vient pas une plus forte offre de tous les facteurs nécessaires aux combinaisons les plus avantageuses. De sorte qu'une répartition du revenu plus favorable à la consommation qu'à l'épargne a pour effet que la production des biens de consommation s'accroît moins rapidement que la population. Ce qui, avec le temps, cause une diminution du revenu réel, même si celui-ci continue à s'accroître absolument, pour quelque temps. Le chômage menace de s'étendre. Le niveau de vie de nombreuses classes de la population tend à baisser — quoiqu'en mesure différente suivant le degré de fécondité des classes qui ressentent, plus que les autres, l'influence du facteur économique.

En définitive, la collectivité — où les individus sont plus libres de disposer de leur revenu — est encore plus responsable de comprimer les consommations excédant le minimum nécessaire à la vie et de destiner l'épargne à un accroissement de la production plus rapide que celui de la population. Ce qui finit par exercer une grande influence sur les possibilités de financement du développement économique des zones arriérées.

D'autre part, même lorsque la réglementation des deux développements — productif et de la population — est confiée entièrement au gouvernement — comme il arrive sous les régimes qui concentrent dans leurs mains la propriété des facteurs productifs la réglementation de la production et l'octroi de revenus à tous ceux qui y prennent part — la manoeuvre n'est en rien moins ardue qui répartit du centre le revenu total entre revenu à distribuer individuellement aux citoyens — lesquels peuvent, à leur tour, en épargner encore une partie, si bon leur semble — et épargne à employer pour des activités productives. Si le gouvernement n'arrive pas à réaliser des développements de production plus importants et prévenant le développement même de la population, il n'y aura pas lieu de constater ni une économie en expansion, ni une résorption de forces de travail sans emploi. Ce qui peut expliquer, dans certains

mations et créent de l'épargne pouvant être destinée aux salaires des ouvriers nouvellement embauchés. Par contre, s'il ne s'agit que d'une pure et simple demande de certains produits, même s'ils n'existaient pas auparavant — par exemple, des velours — les prix plus élevés dus à cette demande auront l'effet que des ouvriers occupés à produire d'autres biens — par ex., des dentelles — passeront à des fabriques de velours; mais s'il ne se produit une augmentation d'épargne pouvant être transformée en capital, il n'y aura pas non plus une augmentation de l'occupation ouvrière.

pays, l'effort d'obtenir du capital au moyen de l'exploitation systématique des travailleurs, dont la rémunération reste bien au-dessous de toute évaluation de leur apport productif.

De ces notions élémentaires se dégage que— grâce à la complémentarité— l'augmentation d'un seul des facteurs de la production — par exemple, des forces du travail — ou la diminution d'un seul de ces facteurs — par exemple, de l'épargne à transformer en capital — si elle n'est accompagnée, respectivement, par une augmentation ou par une diminution d'autres facteurs, dans la mesure qu'exige la combinaison la plus efficace — a pour conséquence une diminution du revenu réel, total et individuel, c'est-à-dire une augmentation du coût de production.

4. De certains éléments déterminatifs du «trend» séculaire.— Ayant rappelé ces quelques notions, dirons-nous tout de suite — pour poser le problème du développement économique dans son intégralité : conçu le développement comme «progrès de la communauté internationale vers des niveaux plus élevés de revenu, de l'occupation, de bien-être» — dirons-nous, tout de suite, quels sont à notre avis, les facteurs de ce progrès de l'humanité?

Et bien, la ligne du «trend» tout en présentant elle-même un tracé ondulé, est due, pour sa plus grande partie, à l'augmentation de la population sur la terre et à l'effort assidu des hommes de proportionner à cette augmentation la disponibilité des autres facteurs de la production. Cette disponibilité permet, d'une part de réaliser les combinaisons les plus efficaces, compte tenu de l'état de la technique; elle permet, d'autre part, de produire les biens nécessaires à la vie et au bien-être des populations. Il s'agit d'un effort énorme. Les méthodes auxquelles il y a recours sont nombreuses : accumulation des capitaux, redistribution des revenus, considération de phénomènes économiques aussi bien qu'extra-économiques. Malheureusement, les résultats restent loin de proportionner les autres facteurs au facteur travail; loin de produire une offre de biens et de services pouvant assurer le minimum nécessaire à la vie de tous les êtres humains. La situation actuelle, aggravée par les conséquences de deux guerres mondiales et par les superstructures que l'on a créés depuis la fin du premier conflit mondial jusqu'à nos jours, nous fait voir, avec une évidence impressionnante, combien l'accroissement des besoins essentiels.

Or c'est bien cet effort qui, poursuivi avec ténacité sous la pression de la population, qui augmente, se trouve à l'origine de la ligne du «trend». Une ligne qui — même avec de certains abaissements —

ne pourrait pas présenter une direction ascendante, lorsque l'augmentation nette des âmes, ou des bouches à nourrir, est dans le monde, d'environ 80.000 par jour.

5. Une théorie des fluctuations économiques. Éléments déterminant la reprise et l'ascension.—Cependant, cet effort lui-même tendant à proportionner les disponibilités des biens de première nécessité à l'augmentation de la population ne suit pas une direction linéaire. Il y a plus de vingt ans déjà⁽¹⁾, nous avons affirmé que les fluctuations de la vie économique ont tendance à osciller autour d'un «trend»; nous avons précisé que fluctuations et «trend» se conditionnent réciproquement; même si, à première vue, l'affirmation que les fluctuations de la vie économique oscillent autour d'un «trend» peut paraître concevable seulement à posteriori.

Pourrait-on demander, pourquoi la vie économique finit-elle par osciller autour d'un «trend»? D'innombrables théories ont essayé de répondre : c'est-à-dire d'expliquer le phénomène de la reprise de l'activité productive suivie de la crise; c'est-à-dire encore d'expliquer le point d'inversion inférieure et supérieure d'une fluctuation économique.

A notre avis, même au cours de la phase de depression le phénomène de la consommation — tout en admettant la tendance à croître pour améliorer le niveau de vie — aussi que la disponibilité de l'épargne, accumulée pendant la stagnation des activités productives, ne suffisent pas à provoquer une augmentation progressive des revenus et des prix; donc, une nouvelle fluctuation. S'il arrivait même — cas extrêmement rare — que la reprise de la production ait lieu simultanément dans tous les secteurs, elle ne procurerait que des gains modestes aux entrepreneurs, qui paieraient des prix modestes aux capitalistes, aux propriétaires fonciers. Et si les revenus restent modiques, comment concevoir des prix qui aillent en croissant? Qui les paierait? Qui les supporterait?

Jusqu'à ce que les conditions du marché restent inchangées, les besoins—qui persistent même après la dépression—tendent à repro-

1. «L'attività di credito nei cicli economici», *Rivista di Politica Economica* 1928; n. IV; «Variazioni di costo e sviluppo dei cicli economici», Roma, Sampaolesi, 1929; «Studi sulla teoria monetaria dei cicli industriali»; rapporti fra interesse e sconto», «Giornale degli Economisti», mars 1930; «Un fattore fondamentale delle fluttuazioni economiche»; *Riforma sociale*, Turin, mai-juin 32; «Escape from stagnation : an Essay on Business Fluctuations», King and Son, Londres, 1933, p. 66-67; «Principii di Economia, Cedam, Padoue, vol III, 1953; Deuxième partie.

duire, par ajustements succesifs, une situation d'«équilibre» entre ces demandes bien connues et des offres, qui s'adaptent avec des variations marginales. Elles tendent, plutôt, à stabiliser les prix sur un autre niveaux, qu'à donner lieu à des augmentations progressives. Cette vérité, qui peut paraître assez banale, n'a pas toujours suffisamment considérée.

Le fond des fluctuations économiques est constitué par les fluctuations des revenus réels : ce n'est qu'à la suite de ces fluctuations de revenus que peuvent avoir lieu des fluctuations des prix, qui représentent l'aspect superficiel du phénomène. Le revenu réel est la différence entre coût et prix du bien et du service : que ce coût et ce prix soient exprimés en termes réels, ou qu'ils soient exprimés en termes de monnaie.

Dans notre structure économique, le revenu réel de l'entrepreneur constitue le filtre du revenu réel des différents membres d'une collectivité. Jusqu'à ce que le revenu réel de l'entrepreneur peut augmenter, les prix aussi peuvent augmenter des biens et des services, dans l'acquisition desquels le revenu est dépensé. Si le revenu réel de l'entrepreneur diminue, les prix aussi des biens et des services ne peuvent ne pas diminuer.

De sorte que il n'est pas possible de concevoir des hausses durables des prix, sans qu'au préalable aient lieu des augmentations des revenus réels des entrepreneurs. Et des augmentations durables des revenus des entrepreneurs — si l'on part de la considération d'une phase de dépression, ou même d'une phase de reprise: c'est-à-dire de la formation d'un nouvel équilibre de la demande et de l'offre des biens les plus nécessaires — ne se produisent pas en vertu d'un mécanisme automatique, nécessairement mis en mouvement par la période de dépression. Elles se produisent d'autant moins en vertu d'interventions des gouvernements, en général, et des autorités monétaires, en particulier, ainsi qu'en donne la preuve la longue série des échecs des tentatives faites, dans les différents pays, à partir de 1929, pour sortir de la dépression.

En effet les augmentations des revenus réels des entrepreneurs se produisent par suite d'«événements favorables», qui intéressent d'importantes branches productives et font prévoir des probabilités des plus grands profits. Par exemple, le perfectionnement d'une méthode de production qui fait baisser le coût et augmenter le profit, le prix restant égal. Par exemple, un perfectionnement des moyens de transport — disons, par voie aérienne — qui rend possible la vente à bon marché de produits existant dans des régions même lointaines;

fait augmenter de la part de populations moins civilisées, la demande de biens produits par des populations plus civilisées; et fait hausser, par conséquent, le prix de ces produits. Par exemple, l'abolition d'un droit de douane dans un pays qui trouve profitable, par suite de perfectionnements des moyens de transport, d'importer de l'étranger des produits servant à la production de biens qu'il peut exporter un profit plus élevé. Par exemple, des concessions de crédit à long terme et à des conditions particulièrement favorables. Par exemple, afflux de biens servant à la production, qui permettent de reprendre des combinaisons de facteurs précédemment inutilisés par suite du manque même de petites quantités de ces biens; ainsi que cela s'est si largement vérifié dans cet après-guerre.

Ce sont là des «événements» qui — coordonnés par la volonté consciente d'entrepreneurs habiles, favorisés par l'action éclairée des autorités responsables — peuvent faire entrevoir, dans plusieurs branches productives à la fois, des possibilités d'écarts plus importants entre coût et prix; et pour cela peuvent pousser les entrepreneurs à intensifier leur activité et à procéder à un plus grand emploi de travailleurs. Ce sont là des «événements» qui n'offrent rien d'extraordinaire, ou de mystérieux. Ils se sont toujours produits au cours de l'histoire de la civilisation. Même sans remonter à des faits reculés, pour nombre de pays qui offrent des statistiques dignes de foi, il est possible de rapporter l'origine d'une fluctuation économique à des «événements» favorables, qui faissent entrevoir la possibilité de plus grands profits.

De sorte que — déjà au cours d'une phase descendante, et plus encore au fond d'une dépression — c'est à la clairvoyance des producteurs individuels, ainsi qu'à une prudente direction des autorités responsables — qu'il appartient de ne pas rester dans l'attente d'«événements favorables», mais d'assurer la réalisation de certaines conditions de reprise économiques. Conditions indispensables, au cours d'une longue période, pour un plus large emploi de forces de travail : tendance du marché à la libre concurrence, avec la ferme volonté de supprimer les obstacles qui s'y opposeraient; rapports d'échange avec le plus grand nombre possible du pays, pour créer de possibilités accrues de choix quant à l'achat et à la vente de biens et de services; développement du revenu plus rapide que celui de la population; 2) Conditions préalables pour de plus importants développements de la production : disponibilité d'épargne à bon marché, productivité élevée de chacun des facteurs, abondance de chacun d'eux pour faciliter la recherche des combinaisons économiques;

3) Conditions, enfin, à considérer comme les plus favorables à un afflux continu de l'épargne à la production, au cours de périodes de moindre durée; taux modiques de l'intérêt. exemptions fiscales, organismes disposés à accorder du crédit.

Il ne suffit pas d'attribuer de façon générale le point d'inversion inférieur d'un mouvement cyclique au fait que les revenus en argent — distribués par les producteurs restées debout au fond d'une phase de dépression, ou bien distribués par les autorités monétaires — sont supérieurs à la valeur totale des biens produits, étant donnés certains niveaux des prix; et que partant, à ces prix, les revenus, d'une part, acheter ces biens; d'autre part, faire entrevoir un certain profit aux producteurs respectifs. Il semble utile de le répéter: si les revenus sont à peine supérieurs à la valeur du produit globale, on n'obtient que lentement le retour à l'équilibre entre demande et offre, avec un bas coefficient d'accélération, comme l'on dit jourd'hui. On ne crée pas du tout une impulsion vigoureuse dans le sens de l'ascension.

Il peut paraître naïf de dire de choses si simples. Mais la complication apportée par certaines théories est de telle envergure, qu'il semble indispensable de revenir à voir clair, les pieds sur la terre.

6. Le «point de la crise»: soit le point d'inversion supérieure.—On peut quand même demander — une fois le mouvement ascendant déterminé par un ensemble d'«événements» favorables — pourquoi arrive-t-on à la crise?

Qu'il nous soit permis de rappeler que, sous l'influence des théories de la supercapitalisation, nous avons tenté, déjà en 1931, de porter l'analyse dans l'activité de l'entreprise, pour déterminer, en faisant usage d'instruments «micro-économique», des catégories d'«aggravation du coût» par opposition à des catégories d'«économies», internes et externes, et pour examiner l'importance de l'élément monétaire et du crédit sur le développement des unes et des autres.

Les conclusions, qu'il nous a paru permis d'en tirer, sont les suivantes :

—Le coût de production s'étant écarté du prix de vente par l'effet d'«événements favorables» — l'entrepreneur peut présenter, au premier abord, une offre inférieure aux possibilités de vente profitable. L'infériorité de l'offre par rapport aux besoins peut être attribué à la rigidité de certains facteurs de la production et à la difficulté de prévoir exactement la portée des économies internes et externes à l'établissement. Des expansions ultérieures tendent alors à corriger l'erreur d'une offre inférieure

à la demande. Et, à chaque expansion de chaque entrepreneur, les revenus augmentent, ainsi que les prix de différents biens et services.

—Cependant, l'adaptation de l'offre à la demande,— c'est-à-dire, l'équilibre entre production et consommation — ne se réalisent pas, tandis que se poursuit la phase ascendante, par le fait que seulement «à posteriori» l'accroissement du coût se révèle «plus élevé» que celui du prix. Cette hausse plus rapide du coût par rapport à celle du prix est déterminée par des éléments malaisés à prévoir, dont certains sont dus à l'action, ou à la négligence, de l'entreprises considérée; certains autres à l'action ou à la négligence, des entreprises qui fournissent à la première des biens instrumentaux, des biens complémentaires, ou des biens succédanées.

—En même temps, au cours d'une période ascendante, l'offre indisciplinée d'un même produit par des entreprises rivales tend à faire baisser le prix du marché dans une mesure imprévisible. Et — lorsque l'augmentation du coût, dépassent celle du prix, qui tend à baisser, est ressentie par la majorité des entreprises entraînées dans un mouvement ascendant — l'offre des produits se manifeste en excès à la possibilités d'absorption du marché, aux prix atteints. Et l'on découvre que la période ascendante porte en elle-même, et développe peu à peu, les germes de la «crise».

—Lorsque chaque entrepreneur — faisant partie du plus grand nombre de ceux qui offrent sur le marché— constate que son coût de production dépasse le prix de vente, il est induit à diminuer son offre du produit et ses commandes des biens instrumentaux. Ce faisant, il cause une première diminution des revenus de la collectivité.

—Dans son ensemble le marché, atteint la crise, lorsque la diminution de certains revenus n'est pas balancée par l'augmentation de certains autres. Alors on constate : diminution des prix des biens, que les revenus réduits n'ont plus la possibilité d'acheter dans la même mesure qu'auparavant; diminution dans l'offre du bien produit par la même entreprise qui, se trouvant en déficit, a diminué ses commandes des biens instrumentaux, et se déconna forcée à les diminuer ultérieurement, ainsi qu'à diminuer l'offre de son propre produit. La baisse des prix continue, jusqu'à ce que la réduction du coût de production n'arrive à la précéder et le coût se distribuant entre des revenus capables d'acheter la production encore sur pied parvienne à soutenir durablement un niveau des prix.

—La baisse peut entraîner aussi des entreprises n'ayant commis aucune erreur dans leurs activité, L'erreur de plusieurs finit par se ré-

percuter sur toutes. Et lorsque la vague de baisse touche le fond, sur le marché restent seulement les entreprises qui produisent au coût le plus bas.

7. Quelle est la cause de la formation de zones arriérées, sous-développées, ou déprimées. Le concept d'aggravation du coût très étendu.—Pourquoi me suis-je arrêté à rappeler théorie qui, parmi tant d'autres, essaie d'expliquer le point d'inversion inférieure et supérieure d'une fluctuation économique, avec d'outils microéconomiques des vieilles formules? Et comment ces interprétations de la ligne du «trend» et des rapports entre «trend» et fluctuations peuvent expliquer l'existence de zones arriérées, parfois même dans un pays, dont l'économie participe à d'importantes fluctuations des affaires?

Nous avons déjà fait allusion à la nécessité, dans l'étude d'un problème, d'une large information de faits. Il nous faut une «typologie»: une description des aspects principaux des zones arriérées. Cette typologie, une fois dressée, permettra de constater que, dans certaines zones c'est la population qui se révèle en excès, par rapport aux autres facteurs; dans d'autres zones, la population est faite par rapport aux autres facteurs; dans presque toutes, l'épargne fait défaut et il est indispensable qu'il en vienne beaucoup de l'étranger. Or, c'est justement de cette typologie que se dégage la caractéristique de toutes les zones qui ressentent le besoin d'égaliser le développement des autres: la caractéristique d'une forte disproportion entre facteurs de la production par rapport à la combinaison plus appropriée, eu égard à la technique.

Cette disproportion ne traduit par un coût de production élevé. Cette disproportion — aggravé par des circonstances accidentelles ou périodiques — empêche que les zones arriérées restent «accrochées» à une phase de reprise, et, ensuite, à une phase ascendante même autour d'une ligne de «trend». Les «événements favorables» peuvent sans doute, faire baisser le coût de production des biens et des services et faire entrevoir aux producteurs la possibilité de bons profits. Mais lorsque — à cause de la disproportion entre facteurs — le coût de production est très élevé dans certaines zones, il n'y a pas d'«événements favorables» qui puissent le faire baisser au point de rendre profitables des activités productives sur une large échelle. Sous le poids d'un coût de production trop élevé, ces zones alors restent exclues des mouvements cycliques et du «trend». Dans le meilleur des cas elles n'arrivent à y participer que pour un minimum de repercussions favorables.

De sorte que à l'effort humain, qui sans cesse se prodigue pour procurer les biens nécessaires à satisfaire des besoins essentiels, de plus en plus en augmentation bien qu'à travers de fluctuations d'une ampleur et d'une durée différentes les pays les mieux outillés au point finissent par fournir un apport positifs seulement de vue de la production; c'est-à-dire. les pays les mieux en mesure de parvenir à des combinaisons plus appropriés au point de vue économique des facteurs de production. Les pays par contre — qui, à cause de la disproportion entre facteurs, ne peuvent mettre sur pied que de combinaison moins efficaces au point de vue économique tendent à passer dans la catégorie des assistés traînés plus ou moins péniblement par les autres, qui progressent.

8. Autres exemples d'aggravation du coût. Les typologies sont nécessaires à la recherche des remèdes, qui varient selon les régions. La disproportion entre facteurs de la production ne constitue qu'une seule des possibles aggravations du coût, même s'il s'agit d'une des plus importantes. Bien d'autres aggravations portent à réduire la quantité du produit dans les zones arriérées. Il peut s'agir des erreurs inévitables que l'entrepreneur est induit à commettre en plus grande mesure dans des zones moins avancées; des variations du rythme de la production plus prononcées dans des zones arriérées que dans d'autres zones; des augmentations des risques plus considérables — au fur et à mesure qu'augmente la quantité de la production, à cause de conditions défavorables du sol et du climat; de la plus grande variabilité de la demande; de la circonstance que l'inflation tend à se produire plus rapidement dans le pays en questions; de la rigidité de la structure économique à use d'instabilités politiques plus prononcées. Tous les Eléments aggravation de coût qui viennent s'ajouter à celui de la disproportion entre facteurs; et déprivent enfin certaines zones de la possibilité de rester accrochées à une période ascendante.

Pour permettre à ces zones d'atteindre le degré de progrès économique des pays plus avancés, il faut rétablir la proportion entre facteurs requise par l'état de la technique et créer, pour les entreprises qui y exercent leur activité, des «économies», internes et externes, en mesure suffisante pour balancer l'effet des différentes aggravations du coût. De toute évidence cet objectif peut être atteint par des moyens, qui diffèrent suivant les pays.

En ligne générale, dans des régions à revenu bas et à population dense — par exemple, dans des régions à le Moyen et l'Extrême Orient — c'est la disette de terre qui règne. Une plus grande production

ne pourra être obtenue qu'au moyen de l'accroissement du rendement par hectare. Ce qui exige de forts investissements d'épargne, entre autre, sous la forme d'outillages mécaniques, et confirme la caractéristique de ces pays à forte disproportion des facteurs de production. Pays qui resteront importateurs, en même temps, de produits alimentaires et de capitaux, rien que dans la mesure où ils seront à même de payer les achats et de rembourser les emprunts au moyen de biens produits par eux-mêmes; c'est-à-dire au moyen d'échanges plus intenses avec les prêteurs.

Dans des régions à revenu bas et à population clairsemée par exemple, dans l'Amérique Latine, en Afrique, dans une partie de l'U.R.S.S.— le problème est double : rendre productives de nouvelles terres et accroître au moyen de travaux d'amélioration d'irrigation, le rendement par hectare des terres déjà cultivées. Pour cela, l'afflux d'épargne n'est pas suffisant. Il faut une forte disponibilité de main d'oeuvres. Ce qui fait entrevoir la possibilité que dans certains pays, y compris l'Italie, la pression de la population puisse être allégée par une émigration prudente, qui pourrait profiter du capital fourni pour le développement des zones arriérées afin d'établir des fermes-plantes et des groupes de travailleurs spécialisés.

Dans des régions à revenu élevé et à population dense— par exemple dans l'Europe Occidentale — il est encore possible d'augmenter le rendement par hectare et de rechercher des spécialisations productives de haute qualité. Cependant même ces régions pourront continuer d'être importatrices — surtout de céréales, de sucre, d'aliments pour le bétail propres à fournir le plus grand nombre de calories par dollar : c'est-à-dire la plus grande valeur nutritive par rapport au prix — seulement dans la mesure où elles, à leur tour, réussiront à placer leurs propres produits.

Enfin, dans des régions à revenu élevé et à faible population — par exemple, dans l'Amérique du Nord et en Océanie — une plus grande production est concevable, là aussi, au moyen de l'extension de la superficie cultivée et d'un plus grand rendement par hectare. Il est vrai qu'une certaine disponibilité d'épargne est assurée par la prospérité même de ces régions. Mais il n'est pas moins vrai que cette prospérité dépend, enfin, de la possibilité que ces pays eux aussi trouvent des débouchés suffisants pour leurs propres exportations.

Ce qui pousse à la considération qu'à elle seule l'augmentation de la production — en rapport, ou pas en rapport avec le développement de la population — ne servirait pas à résoudre le problème du déve-

loppement économique soit des pays développés, soit des pays sous-développés, si elle ne s'accompagne pas également à l'intensification la plus sérieuse des échanges entre pays.

9. Point de départ: création d'un milieu propre à un développement de production «agricole».—Avec une synthèse extrêmement rapide, nous avons essayé de préciser les raisons du développement économique, ainsi que les raisons de la formation de zones arriérées. On est maintenant forcé à considérer plus en détail les économies externes», capables de contrecarrer les aggravations du coût et de préparer le milieu dans lequel l'activité productive est appelée à se développer de façon plus efficace. Ayant à l'esprit cette finalité, je ne voudrais fixer ici que seulement deux autres observations de caractère théorique.

La première répond à une ancienne préoccupation. Dans le relèvement des zones arriérées, la création d'un milieu nouveau devrait tendre à encourager le développement des productions relativement les plus profitables: c'est-à-dire propres à accroître le revenu de la zone et à améliorer les conditions de vie de sa population. Sauf des cas particulier, le point de départ devrait être le développement de la production des denrées et des matières premières agricoles: le point d'arrivée le développement d'un outillage industriel.

Toutefois cette succession logique de développement ne trouve pas le consentement de la plus part des économistes.

Quelques auteurs se sont appliqués à démontrer comme la prospérité de l'agriculture aux Etats-Unis a eu lieu en rapport avec un développement industriel parallèle et souvent précédent⁽¹⁾. D'autres disent: pour accroître le pouvoir d'achat des ouvriers agricoles, il faut des activités industrielles plus étendues et un outillage plus moderne⁽²⁾.

J'avoue être perplexe, parce que je ne trouve pas de réponse à une demande très simple: qui achètera, à la fin, les produits de cette plus grande activité industrielle? Qui est-ce qui les absorbera, justement pour créer le pouvoir d'achat des travailleurs et des producteurs non-agricoles?

Le problème ne saurait être considéré en ayant égard exclusivement à un pays ou à une zone. La perspective doit s'élargir.

1. «Agricoltura e industria sul piano mondiale e nell' opera della FAO», «Rivista di Politica Economica», juin 1951

2. «Rapport de la Commission préparatoire de la FAO, chargée de l'étude des propositions pour l'alimentation mondiale», Washington, F.N. février 1947.

Alors, si l'on admet : a) qu'il faut, avant toute autre chose, songer à la production des biens propres à satisfaire, en plus ou moins grande mesure, les besoins de première nécessité; b) que les personnes disposées à les produire peuvent — seulement par l'excès de leur production sur leur consommation — se procurer la possibilité d'acheter l'excès de la production sur la consommation d'autres biens — il est aisé d'en déduire que la production de ces autres biens reste conditionnée par l'importance du pouvoir d'achat — par l'importance de l'excès, pour chaque producteur, de sa propre production par rapport à sa propre consommation — des biens propres à satisfaire des besoins de première nécessité. Ce qui signifie que les producteurs de denrées, de vêtements, de maisons d'habitation modestes, en mesure excèdent leur propre consommation, donnent lieu à la demande effective de l'excès de production sur la consommation de tous les autres biens et services propres à satisfaire des besoins non de première nécessité. Partant ils conditionnent la production de ces derniers.

Plus en détail encore, les producteurs de denrées, de vêtements, de maisons d'habitations modestes, mettent avant tout à la disposition de ceux qui n'ont pas suffisamment satisfait leurs besoins de première nécessité une plus grande quantité de biens, propres à les satisfaire. Ils rendent possible, en deuxième lieu, la production des biens instrumentaux — de machines, engrais, étoffes bois, fer — capables d'accroître la production des biens propres à satisfaire les besoins de première nécessité. Ils rendent possible, en troisième lieu, la débouché de la production de tous les autres biens et services aptes à satisfaire les besoins non de première nécessité: produits industriels, produits de luxe services divers. Et, en favorisant l'absorption de ces produits, ils favorisent l'emploi dans d'autres branches des forces de travail exhubérantes : par exemple, dans l'industrie du même pays, lorsqu'il est possible d'encourager un développement industriel; ou dans l'agriculture et l'industrie d'autres pays, si la main d'oeuvre peut être demandée aussi pour mettre en valeur des zones arriérées.

La conséquence en est que — dès qu'on assure la facilité d'échange entre pays et pays — l'objectif d'accroître le revenu agricole et les revenus des producteurs de biens aptes à satisfaire des besoins de première nécessité devrait être absolument la première préoccupation de tous pays soucieux de son propre bien et celui de l'humanité. Presque chaque pays a la possibilité de produire au moins certains biens de première nécessité dans des conditions plus favorables. S'il néglige cette possibilité, il le fait à son détriment et à celui des autres

pays. Et souvent cela arrive parce que le problème n'a pas été posé de façon évidente.

10. Reprise de l'activité des échanges, à longue et à plus courte échéance. L'«étape régionale».—La seule condition à laquelle reste subordonnée la réalisation du but que nous venons d'indiquer, c'est la facilité des échanges entre les différents pays. C'est la seconde direction d'attaque de la situation paradoxale, créée au milieu de notre siècle c'est la conséquence immédiate de toute impulsion intelligente donnée aux productions «sélectives». Même si c'est en vue de produire en plus grandes quantités un seul bien — blé, riz, textiles — un pays peut se trouver dans la nécessité d'importer des graines, semences, engrais, machines, de la laine, ou du coton; d'avoir donc recours à d'autres pays et de payer, avec ses propres biens, les articles importés. Ainsi le phénomène de la production se lie intimement au phénomène de l'échange. L'objectif d'élever le niveau de vie de la population ne peut être tenté, que si l'on parvient à réaliser effectivement une collaboration intense et efficace entre tous les pays désireux de bénéficier de revenus des autres, moyennant l'exportation de leurs propres biens

Or, l'élément fondamental, de l'intensification des échanges entre tous les pays du monde, c'est l'investissement de capitaux en devises fortes dans le relèvement des régions arriérées. Jusqu'ici, seuls des capitaux d'Etat — et non des capitaux privés — ont essayé de se placer dans certaines production sélectives, et surtout dans l'exécution de grands travaux publics, susceptibles d'être utiles à un grand nombre d'entreprises privées. Comme nous l'avons indiqué : travaux d'irrigation, ainsi que de construction de routes, ports centrales électriques, susceptibles de créer des «économies externes».

De tels investissements accroissent les disponibilités en produits pour le marché à relever; élèvent le niveau de vie des populations respectives; augmentent le pouvoir d'achat des producteurs de denrées agricoles et de matières premières, tant sur le marché intérieur que sur le marché international: car les producteurs peuvent les exporter sur d'autres marchés, lorsqu'il y a demande, ou bien ils peuvent profiter des devises fortes affluées dans le pays, lors des investissements de capitaux, pour acheter sur d'autres marchés toutes sortes des biens.

Il s'ensuit que les investissements de capitaux finissent par agir comme un puissant «accélérateur» des échanges. Et l'intensification conclut logiquement l'activité de certaines organisations internationales. Activité qui commence par l'assistance technique donnée aux pays sous-développés; se continue par l'afflus des capitaux en devises fortes vers

des productions sélectives et des travaux publics; et aboutit à une intensification des échanges internationaux.

Toutefois, il s'agit là de phénomènes qui ne sont réalisables qu'à des échéances relativement longues. Pour le moment, ce qui presse c'est la nécessité d'échanges plus intenses entre différents pats, car chacun doit se procurer les biens nécessaires à ses propres besoins par la vente de ses propres biens. Nous le répétons : même s'il veut pousser la production sélective d'un seul bien, il lui faut en importer d'autres qu'il doit bien payer; ce qui fait que, considérant des périodes plus courtes, on peut envisager la possibilité de faire face à la nécessité d'échanges plus intenses par étapes régionales.

Si tous les pays du monde pouvaient facilement se mettre d'accord pour supprimer les obstacles existant actuellement, l'«étape régionale» pourrait sembler superflue. Mais, malheureusement, les expériences de l'après guerre nous prouvent abondamment combien il est difficile d'atteindre ne serait-ce même qu'un aperçu d'accord entre différents pays. La vie de l'O.E.C.E., en ce qui concerne les «restrictions quantitatives», la vie du G.A.T.T. en ce qui concerne les droits de douane en sont la preuve évidente. Nous sommes donc portés à considérer comme plus facile la collaboration entre pays dont les économies respectives présentent des différences moins sensibles et dont les peuples ont des traditions plus analogues.

Une telle collaboration devrait avoir comme objet l'intensification concrétée des échanges, par l'abolition avant tout des «restrictions quantitatives»; en d'autres termes moyennant l'«élargissement» des marchés intérieurs jusqu'à l'obtention d'un «marché régional» libéré des restrictions sus-mentionnées. Cette collaboration visant l'accroissement des échanges doit offrir à des populations et rendre le groupe de nations moins tributaire des autres continents, sans pour cela que le «marché régional» soit isolé des autres régions ou des autres continents.

11. Investissements à productivité immédiate et à productivité retardée.—La seconde observation d'ordre technique que je voudrais soumettre, concerne la signification du mot «productivité» d'un investissement public.

A) La création d'un milieu plus favorable se réalise au moyen d'un ensemble d'investissements, publics pour la plupart.

Ainsi que l'investissement privé, l'investissement public peut viser à la production d'un revenu. Cet objectif est atteint dans la mesure où une organisation efficace de la vie collective — à la suite de services publics indivisibles : construction de routes, chemins, ports, centrales

électriques, bonification de terres, irrigations — a pour résultat une diminution des risques du producteur privé des biens et desservices demandés par le marché; une diminution du coût de production et par conséquent, une augmentation du revenu des entreprises qui, directement ou indirectement, d'une façon ou de l'autre — peuvent tirer profit de l'investissement, lorsqu'elles s'adonnent aux activités productives les plus diverses.

Profit direct. Par exemple, l'irrigation, rendue possible par un investissement public augmente la production des entreprises agricoles, fait baisser le coût pour de revient des produits offerts sur le marché. Si ces entreprises peuvent écouler leurs produits en satisfaisant de nouvelles demandes des consommateurs, elles marqueront dans leur budget des revenus nouveaux, grâce à l'investissement public. **Profit indirect.** D'autres investissements — construction de routes, ports, centrales électriques — peuvent apporter des bénéfices aux entreprises de plusieurs branches de production. En permettant à beaucoup d'entre elles de réaliser une combinaison plus efficace des facteurs de la production; en réduisant le coût des procédés productifs — l'investissement constitue une source de revenus pour les entreprises les plus défavorisées. Il s'agit de revenus qui viennent s'ajouter à ceux déjà existants.

C'est sur ces revenus qu'il convient que les hommes d'Etat concentrent leur attention, lorsqu'il s'agit de décider de l'utilité d'un investissement public; et non pas, ainsi qu'il arrive fréquemment, sur le simple accroissement de recettes, en conséquence de la plus grande dépense de l'Etat, dont prend profit tous ceux qui prennent part à l'exécution d'un travail public. Un tel accroissement de recettes — et non de revenus — peut être passager, si l'Etat ne renouvelle pas la dépense.

Toute la théorie de Keynes repose sur les effets immédiats de l'investissement public. Elle fait grand cas des accroissements passagers des recettes pour ceux qui prennent part à la réalisation des travaux impliqués par l'investissement public. Elle disserte sur le « multiplicateur » de la dépense de l'Etat. Mais elle ne considère pas les revenus durables qui peuvent se produire soit dans l'entreprise privée, qui procède à un investissement pour son propre compte, soit dans les plus diverses entreprises en mesure de tirer profit des investissements publics. Il est certainement plus aisé de considérer les effets d'une affectation d'épargne. Mais, ce qui importe c'est de préciser, par une comptabilité évidente, de combien le revenu réel d'un pays s'accroît durablement par suite d'un investissement, privé ou public.

Tout cela a son importance. Plus rapide est l'accroissement du re-

venu réel des plus diverses activités productives, plus passagers sont les phénomènes inflationnaires qui pourraient se manifester. Des travaux d'irrigation, par exemple, donnent un rendement bien plus rapidement que des travaux, disons, de bonification. La masse des produits obtenus des terrains irrigués constitue plus rapidement la contre-partie de la plus forte circulation de moyens monétaires, due à la dépense publique pour l'irrigation. Si cette masse de produits peut s'écouler — c'est-à-dire si elle peut se placer sur le marché intérieur, ou sur le marché international; si elle peut, au coût plus bas, «accrocher» de nouvelles demandes de consommateurs, nationaux ou étrangers — l'investissement public ne pourra jamais donner lieu à des phénomènes d'inflation : exclus par le fait même que, pour plusieurs entreprises, un revenu vient d'ajouter à ceux déjà existants. Si même des phénomènes inflationnaires venaient à se produire, ils ne pourraient pas durer longtemps. Pour emprunter une terminologie au Prof. Rueff la politique monétaire réussit à maintenir la quantité de monnaie au niveau du montant global des encaisses désirées : encaisses thésaurisées et encaisses nécessaires.

B) Mais au cas où un investissement public sert à produire des services publics généraux indivisibles, dont la demande de la part des particuliers n'est que «présupposé» — de sorte qu'il peut arriver que les pouvoirs publics surestiment les besoins réels et procèdent dans cette direction à des dépenses excessives — ou bien au cas où l'investissement public sert à produire des services publics, qui sont en effet divisibles, mais que le marché demande en mesure inférieure à celle qui serait nécessaire pour maintenir en pleine fonction les installations sur pied — la dépense publique est, sans doute, répartie entre tous ceux qui prennent part à la réalisation de l'investissement. Il y a réellement un accroissement de recettes. Mais on ne peut pas dire que l'investissement public donne lieu à des revenus dans les activités productives les plus diverses.

De sorte que — faute d'une contre-partie suffisante de bien à échanger contre de moyens monétaires sur le marché intérieur — il est plus probable que se produisent des phénomènes d'inflation, surtout si les dépenses de moyens monétaires sont considérables.

12. Investissements à productivité retardée et investissements du type inflationnaire.—A propos du relèvement des zones arriérées on a souvent affirmé que, justement pour créer un milieu qui puisse faciliter des investissements vrais et propres de caractère économique — c'est-à-dire pour créer des combinaisons plus efficaces de facteurs de production.—il faudrait un emploi toujours plus massif de ca-

pitaux. On a même parlé d'investissements «improductif», que seul un financement international, à des conditions avantageuses, pourrait réaliser. Or il faut prendre garde. Il y a des investissements qui ne donneront jamais un revenu à la collectivité, au sein de laquelle ils sont effectués : s'il y a — comme effet immédiat — une distribution de recettes à ceux qui participent aux travaux publics. Ces investissements ne donneront jamais lieu à un revenu, soit pour le fait que les plus diverses entreprises productives ne parviendront pas à tirer un avantage de l'action de l'Etat; soit pour leur inaptitude à détourner des revenus de certaines demandes de biens en faveur de certaines autres. Ce sont ces investissements, donc, qui recèlent les plus grands dangers de l'inflation. Aucun gouvernement ne devrait penser à effectuer — aucun particulier ne devrait penser à financer — des investissements de ce genre. Pas même la création de l'ainsi dit «capital fixe social», pour le relèvement des zones arriérées, ne peut se soustraire à des considérations d'ordre économique.

Mais il y a des investissements qui — bien que n'étant pas capables de procurer aussitôt des revenus aux entreprises les plus diverses, ou de faire aussitôt en sorte que des revenus employés à l'achat des certains biens le soient désormais à l'achat de certaines autres — sont à même d'assurer certains avantages à une époque retardée. On appelle quelque fois ces investissements comme «improductif»; en effet à tort, car ils ne le sont que si l'on n'a égard qu'à de courtes périodes. Dans un plus long laps de temps ils se révèlent productifs et pas inflationnaires.

Il est vrai que la productivité d'un investissement public ne peut pas toujours être déterminée d'avance. Toutefois le critère de la création de nouveaux revenus — à brève ou à longue échéance — à la suite de combinaison plus efficaces de facteurs de production — devrait servir à distinguer les investissements à productivité retardée des investissements purement inflationnaires. Le danger d'assimiler des investissements à productivité retardée aux investissements purement inflationnaires peut surtout se présenter pour la période, pendant laquelle les premiers ne produisent pas encore des nouveaux revenus dans les entreprises les plus diverses. Mais même ce danger d'inflation peut être évité, si dans chaque pays l'on a soin d'effectuer une proportion considérable d'investissements à productivité immédiate par rapport aux investissements à productivité retardée.

13. Problèmes concernant l'économie du pays dont on désire la relèvement.—Les deux dernières observations d'ordre théorique nous permettent d'encadrer toute une série d'autres problèmes.

qui se dessinent dans l'activité des zones à développer. On a mentionné le danger de l'inflation : c'est un exemple des problèmes à considérer. On pourrait même mentionner la contradiction entre le but de créer de nouveaux revenus, à la suite d'un investissement public, et le mode de financement de cet investissement.

Dans le cas des investissements privés, on trouve les modes de l'« autofinancement » et du crédit bancaire. Dans le cas des investissements publics, ils peuvent être financés :

a) en ayant recours à des moyens extraordinaires : impôt extraordinaire sur la propriété; emprunts publics, à l'intérieur et à l'extérieur; consommation de capitaux; inflation ;

b) en ayant recours à des impôts ordinaires.

Mais, dans ce dernier cas, il ne serait jamais possible de parler, en principe, de revenus qui viennent s'ajouter aux revenus préexistants. L'imposition ordinaire prive les contribuables non seulement de disponibilités liquides (épargne), qui d'ailleurs, ne se constituent pas de façon régulière; mais appliquée périodiquement, l'imposition ordinaire, prive les contribuables aussi de cette partie de leur revenu qui, avant l'investissement public et l'augmentation de l'imposition ordinaire, était destinée à des consommations, et maintenant ne peuvent plus y aller. Il est alors malaisé de juger d'avance des effets d'un investissement financée par l'imposition ordinaire. Il faut examiner si l'augmentation du revenu de certaines entreprises, à la suite des effets bienfaisants de l'investissement public, paraît égal, supérieure ou inférieure au sacrifice de consommation imposé par la perception des impôts nécessaires à financer le dit investissement.

Cet autre exemple de problèmes concernant l'économie des zones arriérées montre aussi le caractère fallacieux de l'affirmation — si souvent répétée dans certaines doctrines, et ce qui est pire, dans la pratique de beaucoup de gouvernements — qu'un plus grand investissements, privé ou public, a toujours pour conséquence un «revenu» plus élevé. Beaucoup de comptabilité publiques prennent pour base cette affirmation.

Un plus grand investissement donne toujours lieu à une plus grande dépense de moyens monétaires. Mais ces moyens, qui arrivent de façon occasionnelle et passagère aux différents collaborateurs aux travaux impliqués par l'investissement ne sauraient être confondus avec de revenus proprement dits dans les entreprises les plus diverses en condition de tirer profit. directement ou indirectement, de l'investissement public. Pour la même raison les investissements ne donnent pas toujours

lieu à un emploi durable de forces de travail. Il faut peu à peu se libérer de certains «slogans» scientifiques.

Le vrai est que dans le pays — dont on désire relever l'économie — on rencontre toute une foule d'autres problèmes : qui concernent l'intervention de l'Etat dans la politique commerciale, la politique fiscale, le budget, le crédit, la monnaie. Mais — une fois mise au claire cette notion de productivité des investissements, privés et publics — on peut constater que la solution de tous ces problèmes dépend en grande partie justement de la «productivité» des dits investissements. Les aspects budgétaires, financiers, monétaires, de politique commerciale d'un processus de relèvement économique ne sont enfin que la conséquence de la «productivité» ou de la «non-productivité» de tout investissement, fort privé fort public. Avec cette différence : si peu qu'un investissement privé ne soit pas utile économiquement, c'est celui qui l'a effectué qui subit une perte. Si peu qu'un investissement public ne soit pas utile économiquement, il peut s'en suivre inflation, manque de contrepartie à la dépense publique, déséquilibre du budget de l'Etat qui ne s'est pas soucieux d'éviter de tels investissements, déséquilibre de la balance des paiements.

L'analyse de tous ces autres problèmes — particuliers au pays, dont on désire relever l'économie — est en elle même fort intéressante. Mais, pour arriver à des solutions convergentes justement à la finalité d'un développement des zones arriérées, cette analyse ne peut que se placer dans le cadre que nous venons, peu à peu, essayé de dessiner : facteurs du «trend» et des fluctuations économiques; facteurs de la formation et de la persistance des zones arriérées; formation du milieu plus favorable au relèvement économique; productivité des investissements privés et publics.

Qu'il me soit permis de dire que si les pays de l'Europe Méridionale pouvaient s'unir pour travailler sur des bases rationnelles à leur développement, ayant à l'esprit les points que j'ai eu l'occasion de mentionner, un grand pas en avant serait déjà accompli dans la voie d'assurer un standard de vie plus élevé aux populations respectives.
